

État des finances 2019-2020

La directrice exécutive présente et explique l'état des finances en date du 30 août 2019 et répond aux questions des membres.

Certains postes budgétaires affichent des dépenses moins élevées que prévues. La traduction des documents courts se fait à l'interne et cela diminue les frais qui y sont associés. Certaines étapes du rapport annuel ont également été réalisées à l'interne cette année, diminuant ainsi les frais. Pour les frais de rencontre, il n'y a pas eu de déplacement sur le territoire cette année. Finalement, il n'y a pas encore de formation débutée et les frais d'archivage ne sont pas encore comptabilisés.

En raison des dépenses reliées à l'examen des PAFIT au début de 2020, il faut s'attendre à ne pas avoir de surplus cette année. Les membres s'accordent de créer un fond pour étaler cette dépense sur plusieurs années.

Les frais de mise à jour du site Internet dépassent les prévisions en raison d'une formation ayant eu lieu en décembre 2018 mais facturée en août 2019.

La directrice exécutive explique ensuite aux membres la différence et la répartition des frais informatiques entre les postes Entretien équipements (mises à jour logiciels, résolutions de bugs, entretien imprimante), les Frais de bureau (cartouches d'encre) et Acquisitions immobilisations (achat de matériel amorti sur plusieurs années).

Budget 2020-2021

Les membres s'accordent de proposer au MELCC une subvention pluriannuelle afin d'éviter tout éventuel resserrement budgétaire durant la période d'attente du paiement. Une démonstration comptable de l'utilisation du fond de roulement du CCEBJ sera nécessaire pour appuyer la demande de fonds supplémentaires. Le secrétariat doit avoir plus d'information sur le processus de financement actuel et ses intervenants.

CALENDRIER DES RÉUNIONS

Les membres discutent des prochaines dates de réunion. Les dates suivantes ont été choisies :

- Réunion 214 à Montréal : 9 décembre (1re option) ou 6 décembre (2e option);
- Réunion 215 à Québec : semaine du 24-26 février 2020 (1re option) ou du 19-21 février 2020 (2e option);
- Réunion 216 sur le Territoire (deux journées) : première semaine de juin 2020;
- Réunion 217 à Waskaganish (deux journées) : semaine du 14 septembre.

TABLE RONDE D'INFORMATION SUR L'EXPERTISE DES MEMBRES ET MISE À JOUR DES SOUS-COMITÉS

La directrice exécutive explique que ce point a été rajouté à l'ordre du jour afin de permettre à tous de mieux connaître les autres membres et savoir qui travaille sur quoi. Ceci permettra d'avoir une meilleure idée de qui contacter lorsque des questions particulières se posent. Les membres discutent ensuite de leurs tâches respectives et de leur expertise.

La composition des sous-comités est mise à jour :

- Le membre fédéral qui remplacera Jean Picard siègera sur les sous-comités où Jean siège (Aménagement forestier, Caribou forestier, Changements climatiques);
- Les sous-comités Participation publique et Plan stratégique 2018-2023 sont dissous;
- Le sous-comité C-69 (Loi sur l'évaluation d'impact) reste ouvert pour les commentaires sur les règlements et autres initiatives reliées à la loi;
- Suzie Boudreau va participer au sous-comité C-68 (Loi sur les pêches);

- Le sous-comité sur la Révision de la Loi sur les mines du Québec est créé et Melissa Saganash, Maud Ablain et Caroline Girard siègeront comme membres (Madeleine Green participera également);
- La création d'un sous-comité Dossiers divers est proposée pour regrouper les dossiers sporadiques qui n'ont pas de sous-comité (p. ex. faune, réserves fauniques, savoir traditionnel), mais il n'y a pas de suite à cette proposition;
- La création du sous-comité pour la modernisation du processus du chapitre 22 est remise à plus tard.

DOSSIERS ET RÉVISION DU PLAN DE TRAVAIL

Loi sur les mines

Le MERN a contacté le CCEBJ pour répondre à des questions que le comité avait en vue de la prochaine révision de la Loi sur les mines. L'analyste et la directrice exécutive ont assisté à un webinaire informatif du MERN. Les commentaires du CCEBJ doivent être envoyés au plus tard le 18 octobre 2019. Le CCEBJ va contacter le MERN afin d'avoir plus de précisions sur le processus d'élaboration du projet de loi, sur l'interprétation du terme « sites patrimoniaux » et sur les types de sites pouvant faire l'objet d'un entente dans le cadre d'une proposition mise de l'avant par le ministère.

Actions :

- L'analyste va préparer une lettre et la finaliser avec le sous-comité;
- La directrice exécutive va contacter Hélène Giroux pour s'informer de la possibilité de rencontrer des représentants du MERN et avoir plus d'informations sur le processus d'élaboration du projet de loi.

Changements climatiques

Une consultation aura lieu les 26-27 novembre à Oujé-Bougoumou pour les communautés criées dans le cadre de l'élaboration du Plan d'électrification et des changements climatiques (PECC). Le CCEBJ agit en tant que coordonnateur de l'événement.

Les membres discutent de la possibilité d'envoyer des commentaires dans le cadre de la consultation en cours pour le PECC, mais ces derniers estiment que l'implication du CCEBJ dans la planification de la consultation sur le territoire répond à ce besoin. Par contre, les membres décident d'envoyer une lettre au MELCC pour officialiser l'implication du comité dans la coordination de la consultation sur le territoire.

Les ébauches des feuillets d'information sur les changements climatiques émanant du rapport d'Ouranos sont prêtes pour révision et il pourrait être possible que les feuillets soient prêts pour la consultation sur le territoire.

Action :

- Le secrétariat va préparer une lettre pour formaliser l'implication du CCEBJ dans l'organisation de la consultation avec les communautés pour l'élaboration du PECC.

Tables de cocréation sectorielles

L'analyste fait un résumé de la rencontre de la table pour les comités nordiques qui s'est tenue le 27 septembre. L'analyste, la directrice exécutive et un membre du Québec étaient présents. Au préalable, le sous-comité avait décidé que le CCEBJ ne fournirait pas de document de commentaires, aucun matériel de consultation n'ayant été transmis par le MELCC, la réunion s'est donc articulée autour de points de discussion. L'analyste partage aux membres la nécessité d'adresser au MELCC une lettre pour souligner, entre autres, les points suivants :

- Le CCEBJ désire être présent aux rencontres techniques du MELCC préalables à la publication des règlements;

- Au niveau du contrôle, sensibiliser la population locale à participer dans le signalement de situations observées non conformes;
- La nécessité de définir les zones sensibles sur le territoire.

Actions :

- Le secrétariat va préparer une lettre pour faire un suivi de la rencontre qui s'est tenue le 27 septembre;
- Le CCEBJ va s'informer de la possibilité de rencontrer la directrice régionale du MELCC pour la région Abitibi-Témiscamingue et Nord-du-Québec.

Effets cumulatifs

L'analyste fait un résumé aux membres du dossier incluant un survol des progrès réalisés par la stagiaire et de la planification d'une présentation par cette dernière. L'analyste mentionne que ses efforts s'orienteront vers une analyse de l'information disponible et manquante (étape 1 du plan 2018-2023) une fois que le stage est terminé.

Les membres mentionnent que les travaux ultérieurs devront intégrer les approches concernant l'aménagement territorial ou régional et qu'elles devront se greffer aux initiatives courantes. La directrice exécutive mentionne que la mise sur pied du Centre d'expertise autochtone pour la gestion des effets cumulatifs se poursuit et qu'un symposium aura lieu cet hiver.

Loi sur les pêches

Suzie Boudreau présente la Loi sur les pêches et le nouveau Programme de protection du poisson et de son habitat (PPPH) assurant une plus grande participation des peuples autochtones.

Les membres échangent sur le développement à venir des codes de pratique et l'implication du CCEBJ dans le processus, les calculs de réserve d'habitat basés sur la notion de crédits échangeables et les zones d'importance écologiques qui seront également basées sur de nouvelles études, consultations et ententes. Les membres discutent de la pertinence d'inviter des membres de la communauté lors d'une prochaine réunion sur le territoire et de leur faire une présentation similaire sur la nouvelle Loi.

Les membres échangent également sur le projet de recherche Pan Arctique de trois ans, mené par l'université de Laval qui débutera en été 2020. L'étude portera sur les indicateurs génétiques de trois espèces de poisson sur le territoire (grand corégone, doré jaune, truite grise et mouchetée) pour la gestion des populations de pêche.

Action :

- La directrice exécutive va rendre la présentation de Suzie Boudreau disponible sur le site Internet.

Loi sur l'évaluation d'impact

La Loi sur l'évaluation d'impact (C-69) est en vigueur mais en période de transition. L'analyste et la directrice exécutive ont assisté à deux webinaires informatifs sur la Loi et cherchent présentement à contacter un intervenant afin d'avoir plus d'informations techniques et pour planifier une éventuelle présentation pour les membres.

Guide et congrès Québec Mines+Énergie 2019

Le guide a été publié en ligne, circulé par courriel, affiché sur le site Internet de l'AQEI, et transmis à plusieurs autres réseaux sociaux et professionnels.

Le congrès Québec Mines+Énergie 2019 aura lieu du 18 au 21 novembre 2019. La directrice exécutive et l'analyste animeront un atelier conjoint avec le MERN, et ils assisteront à l'ensemble du congrès toute la semaine, une bonne occasion de faire la promotion du guide et du comité.

Le 18 novembre en matinée aura lieu l'atelier formation animé conjointement par le CCEBJ et le MERN qui a pour objectif de sensibiliser les promoteurs d'impliquer l'ensemble des communautés environnantes dès le début de leur projet. À travers le cycle de vie d'un projet minier fictif, les participants apprendront donc comment mettre en place un plan d'engagement de participation du public en se référant au guide du CCEBJ et également en créant un comité de suivi, faisant référence au guide du MERN.

Les membres discutent des participants potentiels à l'atelier du 18 novembre et de la possibilité d'offrir d'autres formations semblables à des groupes d'intérêts.

Actions :

- Le secrétariat va aviser le Conseil cri sur l'exploration minérale (Cree Mineral Exploration Board) de la tenue de l'atelier lors du congrès Québec Mines+Énergie 2019;
- Le secrétariat va explorer la possibilité de présenter le guide à des groupes pertinents (p. ex. AMQ, AEMQ, CPEQ).

PAFIT

L'analyste mentionne qu'une proposition de date sera envoyée au sous-comité pour une téléconférence suite à la réunion avec la firme consultante. Le questionnaire sera disponible d'ici fin novembre 2019

Révision du plan de travail

La directrice exécutive informe que des ajustements au plan de travail intégré seront complétés suite aux discussions sur les dossiers. Une fois mis à jour, le plan sera téléchargé sur le site Internet.

Action :

- La directrice exécutive mettra le plan de travail à jour et le publiera sur le site Internet.

AJOURNEMENT

*Eva Wolf, agente de secrétariat, Graeme Morin, analyste en environnement
et Michèle Leduc-Lapierre, directrice exécutive*

Préparé le 29 novembre 2019

Adopté le 6 décembre 2019

